PROCÉS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 2 DECEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le deux décembre à dix-huit heures, le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian GIRARDI, Maire.

Étaient présents : 21
MM Christian GIRARDI, Cathy LARRIEU, Eric LE MOINE, Lise ROSSET, Alain LAFON, Christophe MÊLON, Michèle BEUTON, Henri NEBLE, Joël JACOB, Isabelle LEGRELLE, Bernadette CAPDEVILLE, Daniel GRISEY, Joël BIN, Didier CAMPAN, Luz-Victoria MELON, Thierry BORDIN, Véronique CARTAUD, Jean-Claude PEREUIL, Laurence DUCOS, Martine TOULMONDE, Sylvio GUINGAN

Étaient absents : 6
Valérie BIDET, Céline BRESSANINI, Paula DA CUHNA, Rémy SERGENT, Guillaume GIRARDI, Brigitte LEVEUR,

Pouvoirs de vote : 6
Valérie BIDET à Cathy LARRIEU
Rémy SERGENT à Henri NEBLE
Céline BRESSANINI à Michèle BEUTON
Paula DA CUHNA à Christian GIRARDI
Guillaume GIRARDI à Joël JACOB
Brigitte LEVEUR à Véronique CARTAUD

Secrétaire de séance : Henri NEBLE

Assistaient à la séance :
Madame Martine BEVILACQUA, Directrice Générale des Services
Madame Nathalie BAISSIERES, Assistante de Direction

Monsieur Le Maire : Avez-vous des commentaires à faire sur le PV du 7 octobre ?

Véronique CARTAUD : Oui, page 10, Jérémie et non Jérémy. Madame LADEIRAS n'est pas au courant du projet d'aménagement.

Martine BEVILACQUA : Pourtant Madame LADEIRAS a eu un entretien avec notre chargée de revitalisation et a reçu des courriers l'invitant à participer aux réunions publiques.

DOMAINE ET PATRIMOINE

1) *Projet de délibération - Délibération portant sur le déclassement et intégration dans le domaine privé communal*

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-29 relatif à la clause générale de compétence qui donne au conseil municipal le pouvoir de régler par ses délibérations les affaires de la commune, et L.2122-21 relatif à l'exécution des décisions du conseil municipal du Maire,

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.1 relatif aux biens et aux droits, à caractère mobilier ou immobilier, appartenant aux collectivités territoriales, et L.2111-1 relatif aux biens constituant le domaine public des personnes publiques, etL.2141-1 relatif à la sortie des biens du domaine public des personnes publiques suite aux actes de désaffectation et de déclassement, et L.3111-1 relatif aux principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité des biens relevant du domaine public des personnes publiques,

VU l'arrêté du 19 septembre 2025 relatif à la désaffection d'une emprise foncière non bâtie dépendant du domaine public de 350 m² située lieu-dit « A Perneaud », cadastrée ZV n°86, n°87 et 116,

CONSIDERANT qu'en vertu des termes de l'article L.2141-1 précité : « un bien d'une personne publique mentionnée à l'article L.1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement »,

CONSIDERANT eu égard aux dispositions de l'article précité, qu'il appartient à la seule collectivité propriétaire d'un immeuble de constater qu'il n'est plus affecté en fait à la destination d'intérêt général qui était la sienne, et d'acter de son déclassement de son domaine public,

Qu'en outre, le domaine public est inaliénable et imprescriptible, sauf à prononcer sa désaffectation et son déclassement dudit domaine, pour en disposer,

CONSIDERANT que l'acte de déclassement, qui extrait le bien du domaine public, est un préalable à la vente,

Qu'en l'espèce, l'immeuble en cause faisant partie du domaine public, a fait l'objet d'une désaffectation, constatée par la délibération susvisée,

Qu'il appartient à la seule commune d'Aiguillon de prononcer son déclassement, préalable obligatoire, pour permettre l'intégration dans le domaine privé communal de la ville,

Que n'étant plus affectée à l'usage du public, il y a lieu de prononcer son déclassement du domaine public de la ville d'Aiguillon et en conséquence de l'intégrer dans le domaine privé de cette dernière.

Le conseil municipal est appelé à :

- PRONONCER le déclassement du domaine public communal et l'intégration dans le domaine privé communal de l'emprise foncière non bâtie d'une surface de 350 m² situé lieu-dit « A Perneaud » cadastrée section ZV n°86, n°87 et n°116.

- DONNER pouvoir à Monsieur le Maire pour engager les formalités administratives relatives à ces échanges de parcelles.

- DONNER pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à ce dossier, notamment l'acte d'échange en l'étude de Maître FRAGNIER-PARES, notaire à Aiguillon.

Lise ROSSET : Le notaire nous a demandé d'apporter des corrections sur la délibération passée lors du dernier conseil.

Vote à l'unanimité

2) *Projet de délibération - Délibération portant sur l'échange Cts VALDATI - Commune - Régularisation*

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de céder des parcelles issues du domaine public nouvellement désaffectées, cadastrées section ZV n°86, n°87 et n°116 d'une contenance de 3a 50 ca, appartenant à la commune d'Aiguillon situées au lieu-dit « A Perneaud » en échange de la parcelle cadastrée section ZV n°110 (issue de la parcelle ZV n°39) d'une contenance de 338 m² située lieu-dit « A Perneaud » appartenant aux Consorts VALDATI.

Dans le cadre de partage de la famille VALDATI, et de la répartition des différents bâtiments existants et terres, une proposition a été faite à la commune d'Aiguillon afin de déplacer le chemin rural. Les deux objectifs visés de ce déplacement sont les suivants :
-régulariser l'emprise parcellaire du chemin car actuellement le chemin existant empiète sur la parcelle ZV n°39
-écarter le chemin des bâtiments existants appartenant à la famille VALDATTI

Le conseil municipal est appelé à :

- ACCEPTER l'échange avec les Consorts VALDATTI, aux termes duquel les Cts VALDATTI céderaient à la commune la parcelle cadastrée section ZV n°110 (issue de la parcelle ZV n°39) d'une contenance de 338 m² située lieu-dit « A Perneaud » et la commune leur céderait en contre-échange les parcelles ZV n°86, n°87 et n°116 d'une contenance de 3a 50 ca.

- DONNER pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à ce dossier.

- DIRE que les frais seront supportés par les Consorts VALDATI

Lise ROSSET : C'est la même chose. C'est une régularisation.

Vote à l'unanimité

3) *Projet de délibération – Délibération portant sur l'inscription de la concession d'aménagement dans l'ORT et le CRTE*

VU la convention d'Opération de Revitalisation de Territoire signée le 28 août 2023,

VU le Contrat de Réussite pour la Transition Ecologique signé le 16 décembre 2021,

VU la délibération du 7 octobre 2025 relative au lancement d'une concession d'aménagement du centre-ville,

La commune d'Aiguillon est engagée dans la revitalisation de son centre-ville depuis plusieurs années. Elle porte ainsi plusieurs projets visant à renforcer l'attractivité de son centre-ville autour des thématiques suivantes : l'habitat, le commerce, les espaces publics, les mobilités, etc.

La commune d'Aiguillon est notamment accompagnée par deux contrats signés entre l'Etat et la Communauté de Communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas :

- L'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT), signée le 28 août 2023 ;
- Le Contrat de Réussite pour la Transition Ecologique (CRTE), signé le 16 décembre 2021.

Les projets concourant à la transition écologique et la revitalisation du territoire sont inscrits dans ces contrats, permettant ainsi à la commune d'Aiguillon d'être accompagnée techniquement et financièrement par les partenaires des programmes.

Lors du conseil municipal du 7 octobre 2025, la commune d'Aiguillon a délibéré favorablement pour lancer la concession d'aménagement. Cette opération, comprenant deux îlots stratégiques du centre-ville, doit permettre de renforcer l'attractivité du centre-ville, en proposant des logements de qualité et confortables, des cellules commerciales adaptées ainsi que des espaces publics alliant végétalisation, mobilités douces et besoins de stationnement.

Cette opération s'inscrit pleinement dans les objectifs portés par l'ORT et le CRTE.
Aussi, il est proposé au conseil municipal d'intégrer le projet de la concession d'aménagement à l'ORT et au CRTE. Cela permettra également au concessionnaire de solliciter des subventions auprès de l'Etat.

Le conseil municipal est appelé à :

- **VALIDER** l'inscription de la concession d'aménagement dans l'Opération de Revitalisation de Territoire et dans le Contrat de Réussite pour la Transition Ecologique,

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents

relatifs à ce dossier.

Martine BEVILACQUA : La commune d'Aiguillon a signé une convention d'Opération de Revitalisation de Territoire en août 2023, et un Contrat de Réussite pour la Transition Ecologique en décembre 2021, à ce titre, la commune a inscrit un certain nombre de projets. Cela permet de faire passer en priorité nos dossiers de demande de subventions. Nous avons réactualisé les projets et notamment l'inscription du projet de concession d'aménagement afin que l'aménageur retenu puisse à son tour faire les demandes de subventions.

Vote à l'unanimité.

4) *Projet de délibération - Délibération portant sur la convention tripartie relative à l'exposition « Lumières Françaises » de la Cour de Versailles à Aiguillon*

Dans la continuité de l'exposition Lumières Françaises d'Agen qui sera organisée à l'église des Jacobins à Agen du 5 décembre 2025 au 06 mars 2026, une résonance de cette exposition sera organisée à l'ancien château des Ducs d'Aiguillon. Ce sera l'occasion unique de faire revenir, dans son lieu d'origine, la collection du duc d'Aiguillon saisie à la Révolution et déposée au musé d'Agen depuis 1905. Cette étape aiguillonnaise mettra particulièrement en lumière le rôle politique des ducs d'Aiguillon sous Louis XV et pendant la Révolution française et abordera la reconstruction du château et les travaux d'urbanismes menés dans la ville avec la présentation des plans inédits conservés aux archives départementales.

REPORTEE

Ce projet illustre parfaitement la coopération entre la ville d'Agen et la ville d'Aiguillon, en soulignant l'importance de leur lien historique.

Le conseil municipal est appelé à :

- APPROUVER le projet de convention ci-annexé à intervenir entre la commune d'Aiguillon, et la Ville d'Agen.

- AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que tous les documents afférents à ce dossier.

5) *Projet de délibération - Délibération portant sur une convention de veille mémorielle avec le Souvenir Français*

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les missions et actions menées par l'association Le Souvenir Français en matière de préservation de la mémoire combattante,

VU le projet de convention établi entre la commune d'Aiguillon et le Comité du Souvenir Français d'Aiguillon-Damazan-Port Sainte-Marie,

VU la validation préalable dudit projet de convention par la Délégation Générale du Souvenir Français de Lot-et-Garonne et le siège national du Souvenir Français,

CONSIDÉRANT :

❖ Contexte général :
- que les cimetières communaux d'Aiguillon abritent de nombreuses sépultures de combattants reconnus « Morts pour la France » ;
- qu'il convient de préserver et de valoriser ces lieux, éléments essentiels du patrimoine historique et mémoriel de la commune ;
- que la commune d'Aiguillon souhaite soutenir et encourager ces actions citoyennes ;

❖ Projet de convention :
- que la convention engage le Comité local du Souvenir Français à assurer une veille mémorielle sur ces sépultures et à proposer des mesures de sauvegarde en cas de dégradation ou d'abandon constatés, ceci sous sa responsabilité exclusive ;
- que la convention définit un cadre d'intervention précis pour chacune des parties, précisant les engagements du Comité et les responsabilités de la commune dans le cadre de la sauvegarde de ces sépultures ;
- que la convention formalise le versement d'une participation annuelle forfaitaire par la commune et prévoit l'octroi éventuel de subventions exceptionnelles pour soutenir des actions spécifiques ;

Le conseil municipal est appelé à :

- APPROUVER le projet de convention ci-annexé à intervenir entre la commune d'Aiguillon et le Comité du Souvenir Français d'Aiguillon-Damazan-Port Sainte-Marie,

- DIRE qu'une participation annuelle forfaitaire de 100 € sera versée chaque année au Comité du Souvenir Français, sous réserve du dépôt d'un dossier de demande de subvention et de la signature préalable du contrat d'engagement républicain par le président,

- AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention, ainsi que tous les documents afférents à ce dossier.

Monsieur Le Maire : Cette convention a pour objectif d'autoriser le souvenir français et les jeunes de la classe défense à valoriser, nettoyer et effectuer des travaux de réhabilitation des tombes des soldats morts pour la France. La commune s'engage à verser une subvention de 100 €.

Vote à l'unanimité

6) *Projet de délibération – Délibération portant sur la modification du règlement intérieur de la médiathèque*

REPORTEE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que le fonctionnement de la médiathèque a évolué et qu'il est nécessaire de tenir compte des usages et des contraintes légales actuels.
Monsieur Le Maire propose le règlement intérieur annexé à la présente délibération.
Le conseil municipal est appelé à :

- APPROUVER le nouveau règlement intérieur.

RESSOURCES HUMAINES

7) *Projet de délibération – Délibération portant sur la convention « Ateliers Pratiques » avec le CDG 47*

Maire rappelle à l'assemblée que la collectivité adhère depuis plusieurs années à la convention « Ateliers pratiques » proposée par le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne (CDG47).

La convention « Ateliers Pratiques » a été mise à jour le 1er janvier 2024.

Cette nouvelle convention prendra effet immédiatement pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.
Le CDG47 met à la disposition de la collectivité un catalogue d'ateliers pratiques afin de leur donner accès à une expertise ciblée et adaptée à leurs contraintes techniques, notamment sur l'utilisation des logiciels RH ou de gestion spécifiques.

Ces ateliers sont facturés 150 euros pour une demi-journée et 200 euros la journée.

Le conseil municipal est appelé à :

- PRENDRE ACTE de la dénonciation des conventions précédentes portant sur ces domaines

- AUTORISER Monsieur le Maire à adhérer à la convention « Ateliers Pratiques » à compter du 1er janvier 2026.

Martine BEVILACQUA : La commune participe financièrement au CDG pour les formations RH, financière et des logiciels métiers. Le CDG organise régulièrement des formations aux agents, qui se nomment « Atelier Pratiques ». Cela concerne le renouvellement de cette convention signée en 2024.

Vote à l'unanimité.

8) *Projet de délibération – Délibération portant sur la convention « Retraite CNRACL » avec le CDG 47*

Le Maire rappelle à l'assemblée que notre collectivité adhère depuis plusieurs années à la convention « Retraite CNRACL » proposée par le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne (CDG47).

La convention « Retraite CNRACL » pour la période 2020-2022, renouvelée par tacite reconduction pour la période 2023-2025 arrivant à échéance le 31 décembre 2025, il nous est proposé de signer une nouvelle convention pour la période 2026-2028.

Cette nouvelle convention prendra effet au 1er janvier 2026 pour 3 ans, renouvelable tacitement une fois pour la même durée et consistera en :

- L'information et la formation au titre des trois fonds : CNRACL, IRCANTEC et RAPFP ;
- L'information de vos agents en activité sur leurs droits à la retraite ;
- L'étude relative aux départs à la retraite avec estimation des pensions CNRACL ;
- L'intervention et l'assistance sur les dossiers relatifs à la CNRACL : immatriculation, affiliation, régularisation, validation de services, rétablissement, liquidation de pension (y compris d'invalidité ou de réversion) ;
- Le droit à l'information : Relevés Individuels de Situation et Estimations Indicatives Globales.

Pour la bonne exécution de ces missions, le CDG 47 demande à la collectivité une contribution financière globale et forfaitaire dont le montant est fonction du nombre d'agents de droit public. Pour notre collectivité, cette participation annuelle s'élève à 2700 €.

Le conseil municipal est appelé à :

- PRENDRE ACTE de la dénonciation des conventions précédentes portant sur ces domaines

- AUTORISER Monsieur le Maire à adhérer à la convention « Retraite CNRACL » à compter du 1er janvier 2026.

Monsieur Le Maire : Il faut renouveler la convention pour la période 2026 à 2028.

Martine BEVILACQUA : Ils accompagnent administrativement le service des ressources humaines lorsqu'un agent part à la retraite.

Vote à l'unanimité

POLICE

9) *Projet de délibération - Abrogation de la délibération n°2025-80*

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-29 et suivants relatifs aux attributions du conseil municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,
VU la délibération n°2025-80 du conseil municipal instituante des amendes administratives pour dépôt sauvage de déchet

CONSIDERANT que la fixation et la mise en œuvre des amendes administratives pour dépôt sauvage de déchets relèvent du pouvoir de police du maire, conformément à l'article L.541-3 du Code de l'environnement, et ne peuvent donc faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence d'abroger la délibération susvisée, afin de régulariser la procédure et de permettre, le cas échéant, au maire de prendre un arrêté conforme aux dispositions légales en vigueur.

Le conseil municipal est appelé à :

- ABROGER la délibération n°2025-80.

Martine BEVILACQUA : Nous avons passé une délibération pour la mise en place d'amendes administratives. Le conseil municipal n'est pas compétent pour prendre cette décision. Un arrêté du maire est suffisant. Nous vous proposons donc d'abroger cette délibération superfétatoire.

Vote à l'unanimité

FINANCES

10) *Projet de délibération - Délibération portant sur les tarifs 2026*

Afin de regrouper les différentes délibérations des tarifs des services municipaux, il a été décidé de regrouper en un seul document, la présentation de ces tarifs que vous trouverez dans l'annexe jointe.

VU le code général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal doit annuellement se prononcer sur le montant des tarifs municipaux,

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal est compétent pour créer et adopter les tarifs s'appliquant aux prestations municipales,

Le conseil municipal est appelé à :

- FIXER les tarifs 2026 à compter du 1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026 tels que défini dans l'annexe,

- DIRE que les recettes seront versées au budget 2026,

- CHARGER Monsieur le Maire de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur Le Maire : La commune est appelée, comme tous les ans, à voter les tarifs 2026.

Marine BEVILACQUA : Comme vous le savez l'an prochain, nous organisons une grande manifestation exceptionnelle, l'exposition des Lumières Française au Château des Ducs en juin et juillet 2026. De fait, il est proposé de faire payer le tarif d'entrée à hauteur de 7 € pour les adultes, 5 € pour les personnes handicapées, demandeurs d'emplois et étudiants, gratuit pour les enfants de moins de 18 ans, et les scolaires. Nous proposons aussi un tarif à la journée et à la demi-journée de la Salle louis Jamet qui est très sollicitée. La taxe de séjour va augmenter en 2026 et s'impose à nous. Nous vous proposons donc d'augmenter le tarif à la journée pour l'aide de camping-car et de passer de 10 € à 11 €. La commune offre 1h ou 2h pour la vidange de leurs eaux sales.

1 Abstention : Sylvio GUINGAN.

Sylvio GUINGAN : Je m'abstiens car première chose, je n'ai pas participé à l'élaboration des tarifs et deuxièmement, je souhaite une cantine bio et gratuite.

11) *Projet de délibération – Délibération portant sur la correction d'amortissement*

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal que les immobilisations acquises et mentionnées à l'inventaire V-03-2017 « Parking Gare » ont fait l'objet d'une imputation comptable erronées. En conséquence, il est nécessaire d'autoriser la comptable du Service de Gestion Comptable (SGC) à effectuer les rectifications selon l'annexe.

Le conseil municipal est appelé à :

- AUTORISER le Maire à autoriser le comptable public, le Service de Gestion Comptable, à effectuer les rectifications comptables comme indiquées en annexe.

Martine BEVILACQUA : Le service de gestion comptable nous demande de faire des rectifications.

Vote à l'unanimité.

Arrivée de Monsieur QUEYRON à 18h25.

AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES

Présentation du rapport d'activité par Monsieur Jérôme QUEYRON, Directeur Général des Services de TE 47 à l'aide d'un PowerPoint joint au présent procès-verbal.

12) Projet de délibération - Rapport d'activité 2024 TE 47

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

La commune a reçu en date du 17/09/2025 par voie dématérialisée et du 02/10/2025 par voie postale, le Rapport d'activité 2024 de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Conformément aux dispositions de l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), Madame / Monsieur Le Maire soumet à l'assemblée le rapport d'activité dudit syndicat.

Monsieur Le Maire informe que ce document est tenu dans son intégralité en mairie, à la disposition des élus et du public et peut également être téléchargé sur le site Internet de TE 47 (www.te47.fr).

Le conseil municipal est appelé à :

- PRENDRE ACTE du rapport d'activité de l'année 2024 de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Monsieur Daniel GRISEY quitte la séance à 19h22 et donne son pouvoir à Lise ROSSET

Monsieur Le Maire remercie Monsieur QUEYRON.

Martine TOULMONDE : Combien de personnes travaillent à TE47 ?

Monsieur QUEYRON : 53 agents, en complète parité. 20 en C 20 en B et 10 en A ingénieur.

13) Projet de délibération - Modification des statuts de TE 47

Monsieur le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat de communes Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne exerce également diverses compétences optionnelles comme la distribution publique de gaz, l'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore, l'éclairage des infrastructures sportives, les réseaux de chaleur ou de froid, les infrastructures de charge pour véhicules électriques ainsi que des activités connexes à chaque compétence.

Monsieur le Président rappelle aux membres de l'Assemblée que la création effective du Syndicat Départemental des Collectivités Electrifiées a pris effet au 1er juillet 1953, par arrêté préfectoral en date du 1er juin 1953.
Les statuts du Syndicat ont ensuite été régulièrement modifiés par arrêtés préfectoraux au fil de la modification de ses compétences ou de son fonctionnement, par arrêté préfectoral du 18 octobre 2022 en dernier lieu.

Le Président de TE 47 a notifié, à chaque commune membre, la délibération du Comité Syndical de TE 47 en date du 22 septembre 2025 portant sur une nouvelle proposition de modification de ses statuts.

Au vu des demandes existantes, des enjeux actuels et des enjeux auxquels il faudra répondre prochainement, les membres du Comité Syndical de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne ont décidé de soumettre à ses communes membres la prise de nouvelles compétences par le Syndicat :

- la compétence IRVAE (Infrastructures de Recharge de Vélo à Assistance Electrique), pour développer l'installation de bornes nécessaires à la mobilité douce en Lot-et-Garonne, comme le Syndicat l'a impulsé pour les Infrastructures de Recharge des Véhicules Electriques ;

- la compétence gaz hors gaz méthane et gaz propane (C02, hydrogène, ...) :
  Plusieurs projets étant à l'étude afin de récupérer le bio CO2 généré à l'occasion d'opérations de méthanisation et de permettre son acheminement, puis son utilisation par des utilisateurs industriels ou des serristes, TE 47 pourrait développer les réseaux de distribution des gaz renouvelables émergents, tels que le bio CO2 et l'hydrogène, distribuer et commercialiser cette énergie pour répondre à un intérêt public local.

Il conviendrait également d'apporter une modification sur la représentation des communes urbaines, en précisant qu'à minima, chaque commune disposera d'au moins un délégué titulaire et d'un délégué suppléant.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur ces modifications dans un délai de trois mois à compter de la notification.
A défaut de délibération dans ce délai, la décision de la commune serait réputée favorable.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, « à *compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.*
La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de

l'Etat dans le ou les départements intéressés ».

Il convient à ce jour que le Conseil Municipal se prononce sur la modification statutaire proposée et entérinée par Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Vu les articles L.5211-20 et L.5212-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le conseil municipal est appelé à :

- APPROUVER la modification proposée des statuts de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne ;

- PRÉCISER que la présente délibération sera notifiée au Président de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Monsieur Jérôme QUEYRON : Ces modifications ont été faites pour compléter, préciser, les nouvelles missions de TE 47. Nous avons intégré les infrastructures de recharges pour les vélos électriques et la distribution de gaz mais qui ne sont pas le butane et propane. On produit des sous-produits, comme du bio CO2, et de l'hydrogène.

Vote à l'unanimité.

14) *Projet de délibération - Délibération portant sur une décision modificative*

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice en cours, il est apparu nécessaire de procéder à un ajustement comptable entre les différents chapitres entre section de fonctionnement du budget principal de la Commune.
Cet ajustement a pour objet d'augmenter le chapitre 012 - charges de personnels - à la suite des remplacements de personnels pour congés pour raison de santé, régularisation sur la situation administrative de certains agents et divers recrutements.
Cette décision modificative est précisée comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES	
Chapitre / Article / Fonction	Montant
Chapitre 011 - Charges à caractère général Article 60632 - Fonction 020	- 100 000 €
Chapitre 012 - Charges de personnel Article 64131 - Fonction 020	100 000 €

Le conseil municipal est appelé à :

- APPROUVER la décision modificative n° 1 proposée du budget principal de l'exercice 2025 par chapitre en section de Fonctionnement.

Martine BEVILACQUA : Il va manquer de « 012 » Charges du personnel pour finir de payer l'année, car il y a eu des évènements exceptionnels et non prévues dans le budget. Notamment des requalifications de maladie, des paiements de congés, et des agents qui devaient partir à la retraite qui étaient en longue maladie, et dont le médecin a demandé leur réintégration. Nous avons de l'excédent dans le 011 nous l'avons mis dans le 012.

Martine TOULMONDE : Et cela ne manque pas dans le chapitre 11 ?

Martine BEVILACQUA : Nous avions des 350 000 € de provisions, étant donné que nous ne pouvons plus faire la ligne « dépenses imprévues ».

Laurence DUCOS : 100 000 € c'est important quand même.

Monsieur Le Maire : Ce sont des opérations courantes.

Martine BEVILACQUA : Rappelez-vous quand nous vous avions présenté le réalisé, nous avions fait des économies importantes sur la masse salariale. Il y a des choses que nous ne pouvons pas prévoir.

Véronique CARTAUD : Les deux personnes en arrêt depuis le mi-mandat devront revenir, quelle est la durée maximale des arrêts ?

Martine BEVILACQUA : 5 ans.

Vote à l'unanimité.

ENFANCE

15) *Projet de délibération – Délibération portant la modification du règlement intérieur de l'accueil périscolaire*

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que le fonctionnement des accueils périscolaires municipaux a évolué et qu'il est nécessaire de tenir compte des usages et des contraintes légales actuels.

Monsieur Le Maire propose le règlement intérieur annexé à la présente délibération.

Le conseil municipal est appelé à :

- APPROUVER le nouveau règlement intérieur.

Martine TOULMONDE : Qu'est-ce-qui changé ? Il est difficile de voir les modifications.

Martine BEVILACQUA : C'est la mise à jour du règlement intérieur qui n'a pas été revu depuis le dernier mandat.

Martine TOULMONDE : Est-ce qu'un point a été rajouté sur le respect des enfants envers les agents ? Il y a des enfants très irrespectueux.

Monsieur Le Maire : On prend des sanctions, nous sommes dans cette mouvance de l'insolence, de l'irrespect. Si vous avez des solutions.

Martine TOULMONDE : Je n'en ai pas, mais cela me met hors de moi, qu'un enfant de moins de 10 ans puisse parler de la sorte à un adulte qui vient travailler, c'est insupportable.

Martine BEVILACQUA : Vous l'avez dans l'article 11 « Règles de vie ».

Monsieur Le Maire : C'est notre société. Certains parents sont irresponsables. Je vous plains les profs.

Laurence DUCOS : Quand il y a des modifications, il serait bien qu'elles soient soulignées afin de voir ce qui a été changé.

Vote à l'unanimité

INFORMATIONS

Décision N°2025-20 – Rénovation énergétique de la Salle Roger Daguerre – Demande de subvention auprès de l'Etat (Fonds vert)

VU les articles L.2331-4 et L.2331-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n°2021-127 en date du 14 décembre 2021 portant délégation au Maire relative aux demandes de subventions à tout organisme, dans la limite d'une demande à hauteur de 500 000€,
VU le plan de financement de cette opération,

CONSIDÉRANT que ce projet est éligible à la sollicitation d'une subvention auprès de l'Etat au titre du Fonds Vert (rénovation énergétique des bâtiments publics locaux),

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : De solliciter, pour la rénovation énergétique de la salle Roger Daguerre une subvention auprès de l'Etat (Fonds Vert) d'un montant de 25 441,91 € selon le plan de financement suivant :

DEPENSES	HT	RECETTES	HT	%
Menuiseries (portes et fenêtres)	29 184,85 €	Etat (Fonds Vert)	25 441,91 €	25%
Isolation	68 465,74 €			
Chauffage	4 117,06 €	Autofinancement	76 325,74 €	75%

TOTAL	101 767,65 €	TOTAL	101 767,65 €	100%

ARTICLE 2 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et un extrait en sera affiché à la porte de la mairie.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Lot-et-Garonne.

Décision N°2025-21 – Réfection de la rue de Visé et d'une partie de la rue BAZIN – Marché 2025-04

VU les articles L2122-22, L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n°2021-23 en date du 18 mai 2021 portant délégation au Maire relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres.
CONSIDÉRANT que la concurrence a joué régulièrement.

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : Le marché de travaux intitulé « Réfection d'une partie de la rue de Visé et rue Bazin » est attribué comme suit :

	ESTIMATION MOE (HT)	MONTANT BASE (HT)	TITULAIRE LOT
Lot Unique	673 175.00 €	649 346.26 €	ESBTP
Montant total HT	807 810.00€	779 215.51€	

ARTICLE 2 : Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget principal de la Commune.
ARTICLE 3 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Lot-et-Garonne.

Décision N°2025-22 – Sécurisation de la mairie d'Aiguillon – Demande de subvention auprès du CALAE

VU les articles L.2331-4 et L.2331-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n°2021-127 en date du 14 décembre 2021 portant délégation au Maire relative aux demandes de subventions à tout organisme, dans la limite d'une demande à hauteur de 500 000€,
VU le plan de financement de cette opération,

CONSIDÉRANT que ce projet est éligible à la sollicitation d'une subvention dans le cadre du programme CALAE

DÉCIDE :

ANNULEE

ARTICLE 1 : De solliciter, pour la sécurisation de la mairie d'Aiguillon une subvention d'un montant de 3 996,94 € au titre des crédits du plan national de prévention et de lutte

contre les violences aux élus, selon le plan de financement suivant :

DEPENSES	HT	RECETTES	HT	%
Système d'alerte	4 996,18 €	CALAE	3 996,94 €	80%
		Autofinancement – Ville d'Aiguillon	999,24 €	20%
TOTAL	4 996,18 €	TOTAL	4 996,18€	100%

ARTICLE 2 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et un extrait en sera affiché à la porte de la mairie.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Lot-et-Garonne.

Décision N°2025-23 – Sécurisation de la mairie d'Aiguillon et du CCAS – Demande de subvention auprès du CALAE

VU les articles L.2331-4 et L.2331-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la délibération n°2021-127 en date du 14 décembre 2021 portant délégation au Maire relative aux demandes de subventions à tout organisme, dans la limite d'une demande à hauteur de 500 000€,
VU le plan de financement de cette opération,
CONSIDÉRANT que ce projet est éligible à la sollicitation d'une subvention dans le cadre du programme CALAE

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : De solliciter, pour la sécurisation de la mairie d'Aiguillon et du CCAS une subvention d'un montant de 5 454,14 € au titre des crédits du plan national de prévention et de lutte contre les violences aux élus, selon le plan de financement suivant :

DEPENSES	HT	RECETTES	HT	%
Système d'alerte - Mairie	4 996,18 €	CALAE	5 454,14 €	80%
Système d'alerte – CCAS	1 821,50 €	Autofinancement – Ville d'Aiguillon	1 363,54 €	20%
TOTAL	6 817,68 €	TOTAL	6 817,68 €	100%

ARTICLE 2 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et un extrait en sera affiché à la porte de la mairie.

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Lot-et-Garonne.

QUESTIONS DIVERSES

Veronique CARTAUD : Lorsqu'il y a une inauguration d'un commerce ; il serait sympa de le dire à tous les conseillers. Une invitation aurait été déposée.

Monsieur Le Maire : J'ai reçu un sms que je n'ai pas lu. Nous n'avons pas reçu d'invitation.

Laurence DUCOS : Les PAV et les caméras où en est-on ? Rue d'Argenton c'est une catastrophe. C'était un point qui avait été identifié.

Monsieur Le Maire : Il y a une caméra.

Bernadette CAPDEVILLE : Place d'Arcole il y a une caméra ?

Monsieur Le Maire : Oui.

Alain LAFON : Ce qui est difficile c'est d'identifier les personnes.

Laurence DUCOS : Ce sont des locaux ?

Alain LAFON : Pour la plupart.

Martine TOULMONDE : Avez-vous été contacté par l'inspectrice d'académie ?

Monsieur Le Maire : Nous l'avons reçue la semaine dernière, il y a une forte baisse des effectifs à Pagnol mais pour l'instant pas de carte scolaire. Nous l'aurons après les municipales.

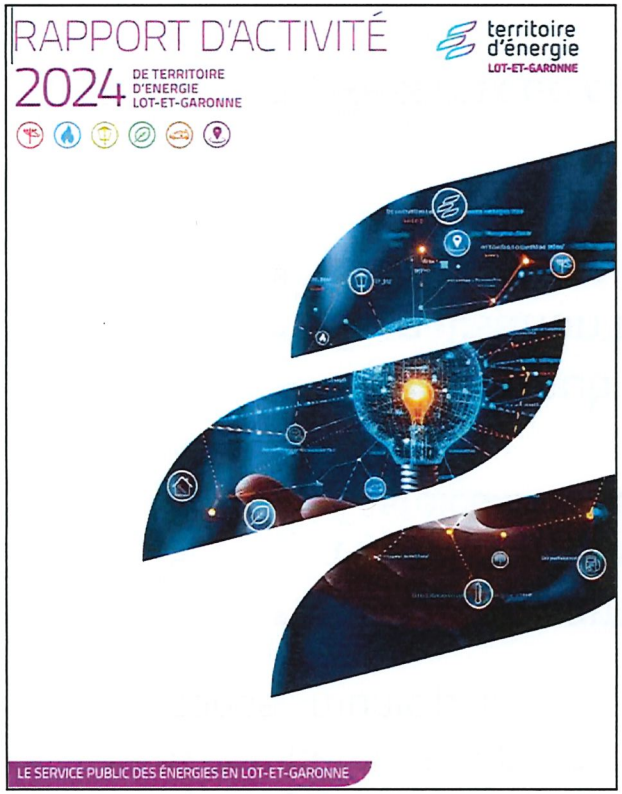
L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne prenant la parole,
La séance est levée à 20h00

Le Maire
Christian GIRARDI

MAIRIE D'AIGUILLON
47190

Le secrétaire de séance
Henri NEBLE

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE



Conseil Municipal d'Aiguillon
02/12/2025

Présentation du rapport d'activité 2024 de TE 47

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

- TE 47 dispose statutairement de **9 compétences** :
  - **1 compétence obligatoire : électricité**
  - **8 compétences optionnelles** que les communes peuvent lui transférer par délibération du conseil municipal.



- Gaz : **175** communes, dont **70** disposent d'un contrat de concession
  (4 communes desservies conservent leur compétence gaz à ce jour : Agen, Castelculier, Fourques-sur-Garonne, Fumel)

- Eclairage public : **267** communes
- Signalisation lumineuse tricolore : **68** communes
- Eclairage des infrastructures sportives : **99** communes



- Réseaux de chaleur ou de froid : **20** communes



- Infrastructures de recharge pour véhicules électriques : **111** communes
- Infrastructures de Ravitaillement en Gaz de Véhicules : **2** communes

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

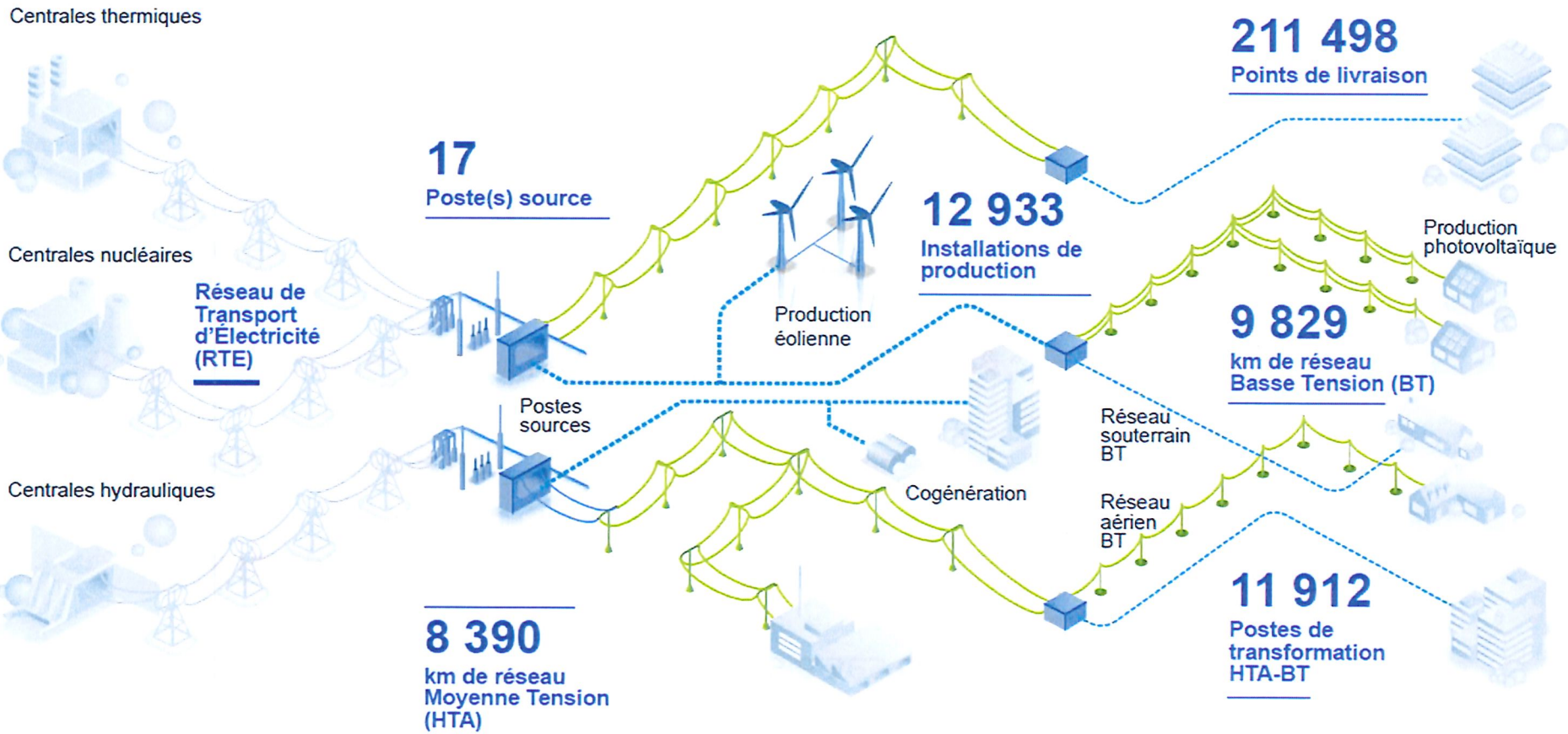
territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

- TE 47 exerce d'autres activités connexes à ses compétences :
  - **dans le domaine de l'énergie** :
  - **dans le domaine des télécommunications**
  - **Dans le domaine de l'information géographique**
- En outre, le syndicat met en œuvre, anime et coordonne des actions communes en lien avec l'énergie, en particulier par le biais de **groupements de commandes**.

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

Le réseau public de distribution d'électricité



Au 31/12/2024 :

- 6,1 % des clients produisent des ENR
- 23 % de l'énergie consommée en 47 est produite en 47.

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

ÉLECTRIFICATION

Montant total d'investissement ER et TELECOM :

13 197 775 € TTC

Sécurisation

27
opérations

5,5 km
de réseau BT sécurisés

1 045 782 € TTC
de travaux

Renforcement

99
opérations

21,9 km
de réseau BT renforcés

6 382 514 € TTC
de travaux

Dissimulation de réseau de télécommunication

24
opérations

493 829 € TTC
de travaux

Dissimulation de réseau électrique

24
opérations

6,5 km
de réseau BT aérien déposé

2 656 989 € TTC
de travaux

Dessertes et extensions

131
opérations

2 618 661 € TTC
de travaux

- 5 nouveaux postes créés
- 2,8 km de réseau HTA créés
- 12,5 km de réseau BT créés
- 1 558 dossiers d'autorisations d'urbanisme instruites

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

EMBELLISSEMENT
DES POSTES DE TRANSFORMATION HTA/BT
11 réalisés en 2024 – 50 (sur 50 communes) à fin 2026



territoire d'énergie LOT-ET-GARONNE ENEDIS

13 artistes locaux sur les 3 premiers appels à projet

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

ÉCLAIRAGE PUBLIC

Interventions sur
7 503 points lumineux
en maintenance

2 684 193 € TTC
de travaux

1 700 points lumineux rénovés

247 ordres de services travaux

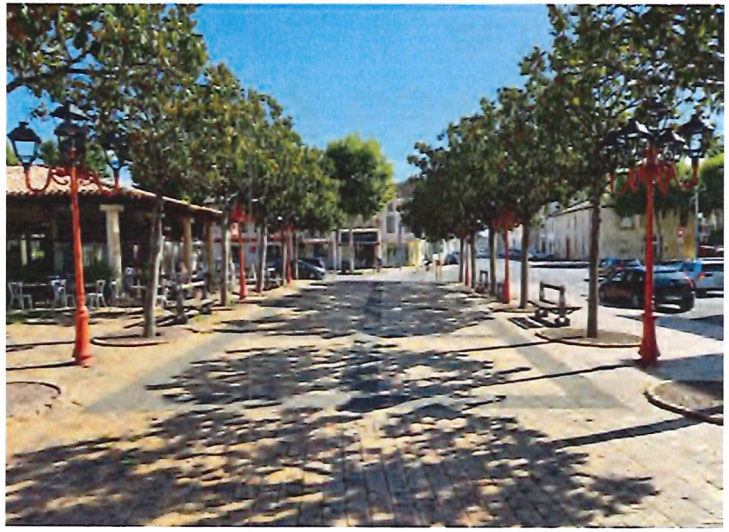
379 devis émis

633 339 €
d'interventions de maintenance préventive et curative

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

QUELQUES PROJETS 2024



Rénovation EP Tonneins
(1 375 points lumineux)



Rénovation éclairage terrain rugby Fauguerolles

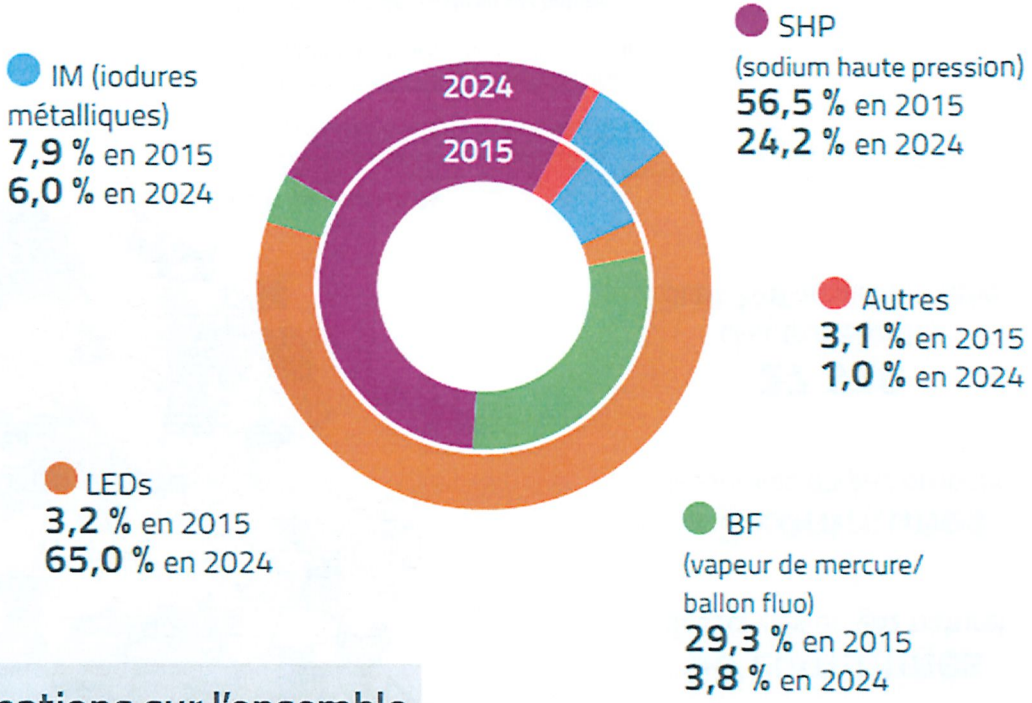


Création carrefour de feux à Trentels

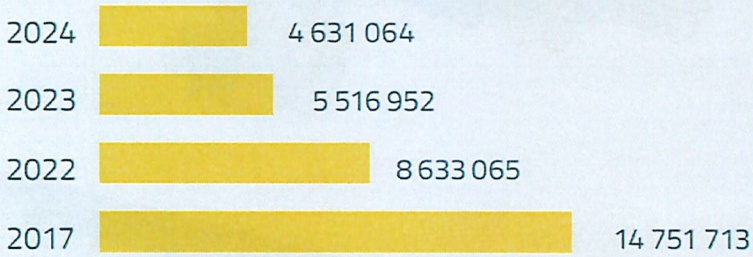
Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

Évolution de la typologie des sources lumineuses de 2015 à 2024



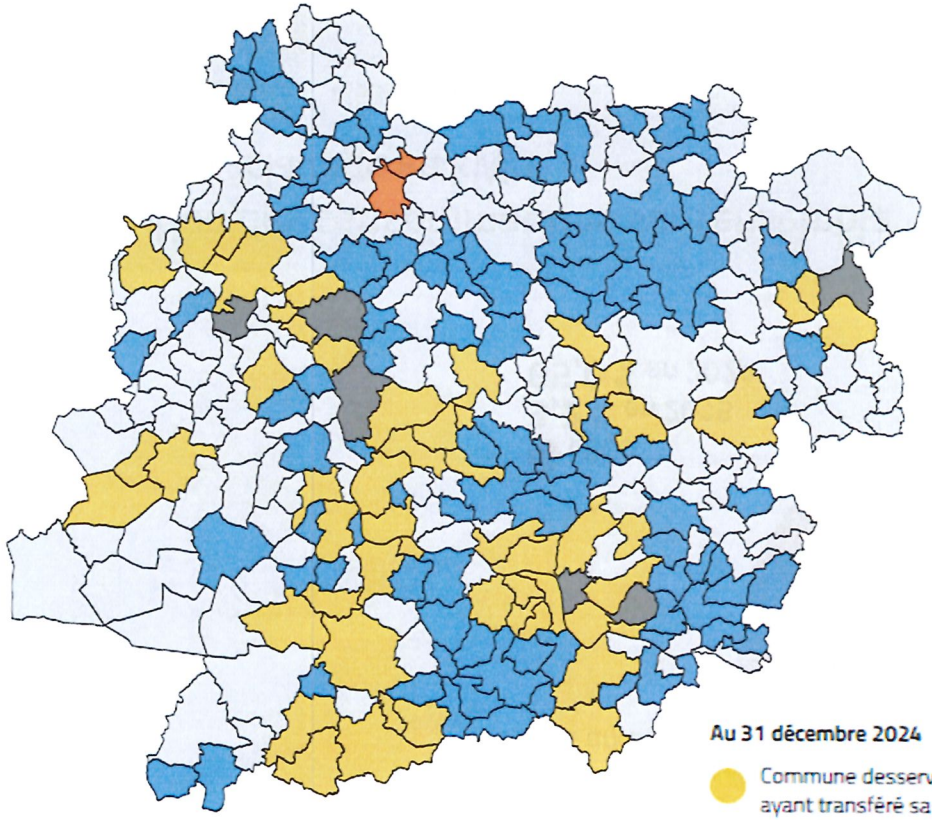
Évolution des consommations sur l'ensemble du parc d'éclairage en kWh



Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

GAZ



Au 31 décembre 2024

- Commune desservie en gaz naturel ayant transféré sa compétence à TE 47
- Commune desservie en gaz propane ayant transféré sa compétence à TE 47
- Commune desservie en gaz naturel conservant sa compétence
- Commune non desservie ayant transféré sa compétence
- Commune non desservie en gaz

GAZ

66 communes
desservies en gaz naturel

et **2 communes**
desservies en gaz propane

27 320
clients raccordés
dont **246** en gaz propane

1 082 km
de réseau de gaz naturel

983,5 GWh
acheminés dont **4,5** GWh
en gaz propane

17,4 km
de réseau propane

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

CO'METH 47

DE LA PLANIFICATION TERRITORIALE À LA CONCRÉTISATION DE PROJETS DE PRODUCTION DE GAZ VERT



Les chiffres

8
unités de méthanisation agricole accompagnées

1
unité d'épuration de biogaz issu d'un centre d'enfouissement de déchets

18 %
de la consommation locale de gaz couverte par du biogaz

85 km
de réseau de raccordement biogaz déployés

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

mobive
Territoire d'énergie Nouvelle-Aquitaine

CHIFFRES CLÉS 2024

17 371
sessions de charge en 47

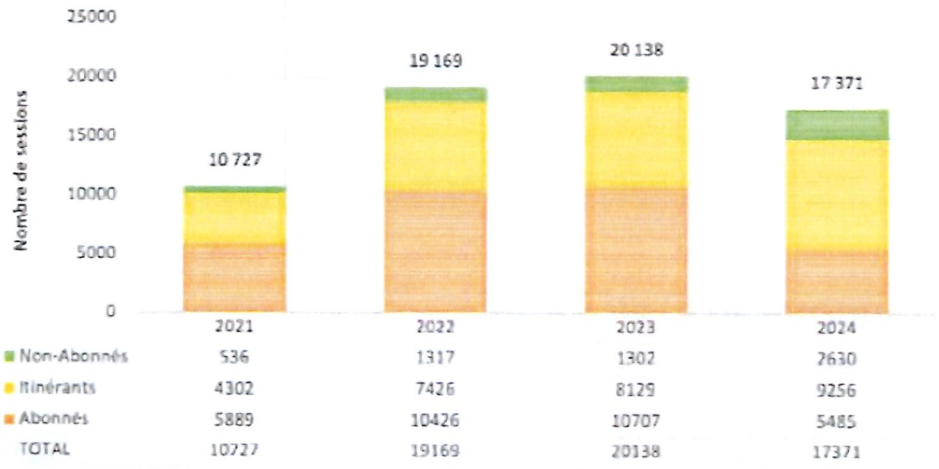
200 654 € TTC
de recettes

18 kWh
de moyenne par session

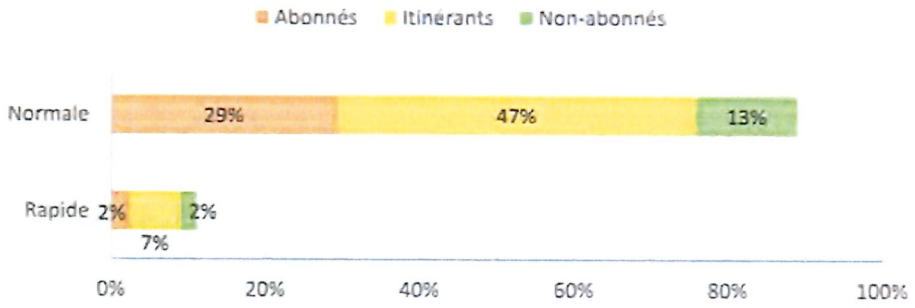
120
borne déployées
dont 8 installées en 2024

315 MWh
d'énergie fournie

2,4 %
de taux d'occupation



	2021	2022	2023	2024
Non-Abonnés	536	1317	1302	2630
Itinérants	4302	7426	8129	9256
Abonnés	5889	10426	10707	5485
TOTAL	10727	19169	20138	17371



Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

mobi' velo

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

Réalisation en 2024 d'un schéma directeur départemental d'infrastructures de recharge pour vélos à assistance électrique

AXES		ACTIONS	ESTIMATION FINANCIERE
1	Répondre au besoin touristique	1.Aménager les aires d'arrêts principales sur les itinéraires cyclotouristiques majeurs du territoire	543 000 € HT
		2.Aménager les aires d'arrêts secondaires sur les itinéraires cyclotouristiques majeurs du territoire	
		3.Aménager les localisations touristiques principales du territoire	
2	Favoriser la pratique de l'intermodalité	4.Aménager les PEM départementaux	225 000 € HT
		5.Aménager les pôles structurants	
		6.Aménager les pôles secondaires	
3	Renforcer l'accessibilité locale et les pôles du quotidien	7.Aménager les centres-bourgs	653 000 € HT
		8.Aménager les zones d'emploi	
		9.Aménager les établissements scolaires	

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

LA MOBILITÉ AU BIOGNV

Réseau Régional de stations BioGNV

TÉMOB



UNE NOUVELLE STATION BioGNV TÉMOB SUR AGEN-BOÉ EN 2024



Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

ÉNERGIE

219 membres
pour la CATE (Convention d'Accompagnement à la Transition Energétique)

179 membres
du groupement de commandes EnR-MDE

4 réseaux de chaleur

15 centrales
PV en fonctionnement

570 MWh
de production photovoltaïque

22 GWh cumac
de CEE principalement dans le cadre de travaux EP

3,2 GWh
de chaleur renouvelable produite

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

OCRe
Objectif : Chaleur Renouvelable !

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

TYPE DE PROJETS FINANCÉS :

- **Biomasse avec du bois énergie** (chaudières plaquettes et granulés de bois)
- **Géothermie pour le chauffage** et le rafraîchissement
- Solaire thermique pour le **chauffage, l'eau chaude sanitaire, les piscines et les systèmes industriels**
- **Réseau de chaleur** (création ou extension) associé à ces 3 types d'énergies renouvelables thermiques

Quelques chiffres pour le réseau de chaleur d'Aiguillon :

- Energie facturée aux abonnés = 1740 MWh
- Nombre de sous stations = 11
- Nombre d'abonnés : 19
- Couverture du bois = 83.28% (reste : gaz)
- Rendement du réseau = 82.21% (perte en ligne de 16.79% entre la chaufferie et les sous stations)
- Consommation bois = 580 TONNES

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

Territoire Solaire 47

territoire d'énergie LOT-ET-GARONNE



Salle des sports de Varès

Bilan du déploiement de centrales photovoltaïques en Lot-et-Garonne

	Nombre de projets	Puissance totale	Surface totale occupée	Coût d'investissement	Équivalent consommation électrique	Équivalent quantité CO_2 évitée (tonnes)
Centrales en exploitation	11	534 kWc	2 698 m²	700 k€ HT	129 Foyers	33 t/an
Centrales réalisées	2	298 kWc	1 316 m²	541 k€ HT	71 Foyers	27 t/an
Projets en cours	3	372 kWc	1 650 m²	651 k€ HT	88 Foyers	43 t/an

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS PUBLICS

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

Synthèse des accompagnements

2024	Écoles	Bâtiment tertiaire
Audits énergétiques du patrimoine bâti		
24 audits énergétiques pour 2024	15	9
Autres		
Pré-diagnostics TE 47	1	8
Accompagnement Qualité Air Intérieur	36	
Pré-diagnostics bâtiments pour l'Agglomération d'Agen		5
MOE pour la rénovation énergétique de l'école Édouard Herriot à Marmande	1	
Rédaction de programme pour consultation (lots techniques)	1	1

MONITORING ÉNERGÉTIQUE
Système de Gestion Technique des bâtiments



Au total
60 bâtiments
ont été pris en charge.

Fin 2024, plus de
30 diagnostics
ont été réalisés.

4 bâtiments sur Aiguillon

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

NOUVELLES ACTIONS TE 47

LE PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIÉ (PCRS)

PCRS 47
Plan de Corps de Rue Simplifié

UNE INFORMATION GÉOGRAPHIQUE SOCLE POUR AFFINER LA CARTOGRAPHIE DE TOUT LE LOT-ET-GARONNE

UN PROJET COLLECTIF ET DÉPARTEMENTAL, EN PARTENARIAT AVEC LES DIFFÉRENTS ACTEURS DU TERRITOIRE



Un planning pluri-annuel

- **Année 2023 2024**
- **Année 2024 2025**
- **Fin 2025 1er semestre 2026**

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

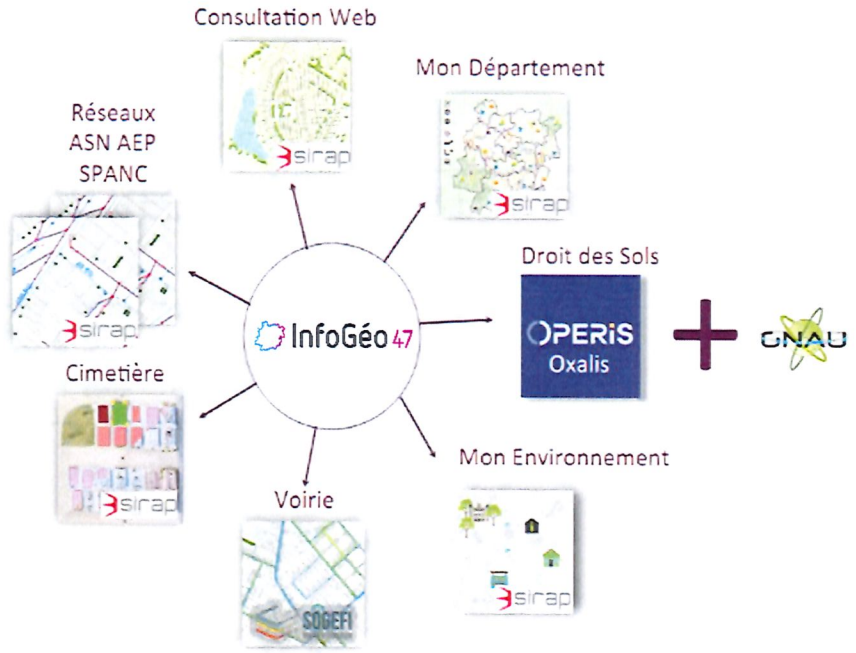
NOUVELLES ACTIONS TE 47

InfoGéo 47

UNE NOUVELLE MISSION GÉOGRAPHIQUE AU CŒUR DU TERRITOIRE

UNE ÉQUIPE DE TE 47 DÉDIÉE À CETTE NOUVELLE MISSION ET AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS ADHÉRENTES

- Une année 2025 de mise en œuvre difficile du fait de problèmes de transmission des données par l'ancien prestataire
- Une situation désormais sous maitrise, avec des traitements spécifiques avec les communes



Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78

territoire d'énergie
LOT-ET-GARONNE

NOUVELLES ACTIONS TE 47

Nouveau projet structuré en 2025 pour mise en œuvre en 2026



- Délégation de maitrise d'ouvrage de communes à TE 47 pour porter la rénovation d'écoles :
  - Objectif de 50% d'économie d'énergie minimum
  - Ecoles soumises au décret tertiaire
- Programme engagé pour 10 écoles entre 2026 et 2028
- Partenariat avec la Banque des Territoires pour le financement des opérations
- Appels à projets envisagé pour les années suivantes en fonction de l'efficacité

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne
26 rue Diderot – 47031 AGEN Cedex
Tél : 05 53 77 65 00 – Fax : 05 53 77 72 78